

En Guinée, les populations riveraines des zones minières ne sont pas forcément les mieux loties

Dépêche No. 927 d'Afrobarometer | Mohamed Sylla

Résumé

La Guinée possède un vaste potentiel minier qui représente un pilier essentiel de son économie nationale, au même titre que l'agriculture et l'énergie. Avec l'une des plus grandes concentrations mondiales de ressources naturelles, le pays dispose de plus de 40 milliards de tonnes de bauxite, 20 milliards de tonnes de fer de haute qualité, ainsi que des quantités significatives d'or, de diamants, d'uranium, de graphite, de cuivre et de pétrole. Ce secteur, qui contribue entre 12% et 15% du produit intérieur brut national, joue un rôle clé dans la croissance économique (Legisement.info, 2022).

Cependant, malgré ce potentiel, une grande partie de la population vit sous le seuil de la pauvreté, et la Guinée figure parmi les pays ayant les plus faibles indices de développement humain (Programme des Nations Unies pour le Développement, 2024).

Pour remédier à cette situation, la Guinée mise sur l'exploitation des ressources minières à travers des initiatives clés. Le Fonds de Développement Local prévoit que 0,5% et 1% du chiffre d'affaires des entreprises minières soient alloués aux communautés directement impactées et vivant à proximité des sites d'exploitation minière (République de Guinée, 2017). Aussi, conformément au Code Minier, 15% des revenus miniers nationaux sont réservés au financement des collectivités locales afin de promouvoir un développement inclusif (République de Guinée, 2011).

Théoriquement, l'exploitation des ressources minières devrait améliorer les conditions de vie des populations environnantes grâce aux revenus générés pour les gouvernements et à la création d'emplois. Cependant, dans de nombreux cas, les populations vivant près des sites miniers ne bénéficient pas directement de ces avantages, et dans certains cas, elles peuvent même subir des impacts négatifs (Chuhan-Pole, Dabalén, & Land, 2017).

Ainsi, l'exploitation des ressources minières améliore-t-elle réellement les conditions de vie des populations environnantes par rapport à celles des autres régions de Guinée qui ne sont pas minières ?

D'après les résultats de la plus récente enquête Afrobarometer, les zones minières sont moins dotées de services publics et d'infrastructures que les zones non minières. Les Guinéens riverains des zones minières sont moins nombreux à percevoir leurs conditions de vie comme bonnes et subissent davantage de pénuries d'eau potable, de soins médicaux et de revenus que les autres Guinéens. Cette situation s'ajoute à une insatisfaction généralisée envers la performance du gouvernement dans la lutte contre la pauvreté et la création d'emplois, sentiment partagé tant par les résidents des zones minières que non minières.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été

réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 10 ont été lancées en janvier 2024. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer en Guinée, conduite par Stat View International, s'est entretenue avec 1.200 adultes guinéens en août 2022. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées en Guinée en 2013, 2015, 2017, 2019 et 2022.

Résultats clés

- Comparés à leurs compatriotes vivant hors des zones minières, les Guinéens qui résident dans les préfectures minières :
 - Ont moins accès aux services et infrastructures tels qu'un réseau électrique (31% contre 48%), un système d'adduction d'eau (14% contre 27%), un système d'évacuation des eaux usées (10% contre 26%), une école (82% contre 97%), un centre de santé (56% contre 64%), un moyen de transport payant (50% contre 59%) et un marché (31% contre 41%).
 - Sont moins nombreux à qualifier de bonnes leurs conditions de vie (27% contre 33%).
 - Sont plus touchés par une forte pauvreté vécue (55% contre 47%).
 - Ont plus régulièrement manqué de revenus en espèces (78% contre 64%), de médicaments ou de soins médicaux (52% contre 42%) et d'eau potable (48% contre 34%).
- L'écrasante majorité des Guinéens désapprouvent la performance de leur gouvernement dans la création d'emplois (88%) et l'amélioration des conditions de vie des pauvres (84%). Ces évaluations sont presque identiques chez les répondants riverains des préfectures minières et non minières.

Disponibilité des services et infrastructures

Afin de mieux faire une analyse comparative des zones, nous avons classé les 32 préfectures de la Guinée en « zones minières » et « zones non minières » en fonction de la présence ou non d'une industrie extractive en cours. Ainsi, environ 31% des préfectures de la Guinée, soit 10 sur les 32, sont considérées comme des zones minières. Réparties à travers le pays sauf en Moyenne Guinée, ces préfectures incluent Téliélé, Boké, Boffa, Kindia, Forécariah, Dinguiraye, Siguiré, Mandiana, Kouroussa et Beyla (Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives, 2023).

Ces zones d'exploitation minières disposent-elles de services publics et d'infrastructures¹ au même titre que les zones non minières en Guinée ?

Pendant le processus de collecte de données, les équipes de terrain d'Afrobarometer font des observations relatives à l'infrastructure locale sur le terrain. Par exemple, dans chaque zone de dénombrement (ZD) qu'ils visitent, les agents de collecte vérifient si des services et infrastructures sont disponibles dans la ZD ou « facilement accessible à pied » (c'est-à-dire

¹ Les équipes d'Afrobarometer ont visités 150 zones de dénombrement (ZD) tirées au sort à partir de la base de données du recensement national. Dans chaque ZD, l'équipe a enregistré la présence ou non d'infrastructures et de services de base. En raison de la taille réduite des échantillons, la marge d'erreur sur les résultats rapportés ici est plus élevée que pour les résultats obtenus par le biais d'entretiens individuels.

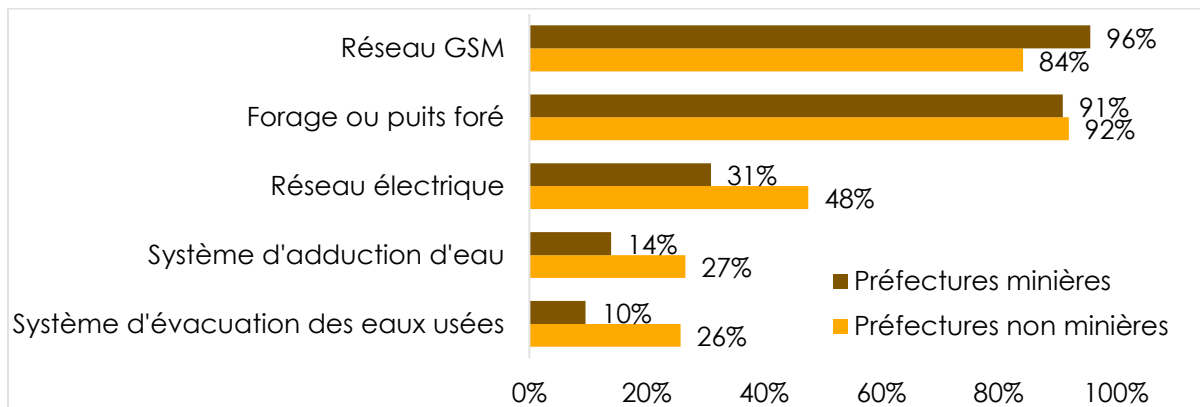
que les répondants pourraient atteindre sans encourir des frais de transport importants). Etant donné que les ZD visitées sont sélectionnées pour représenter la population du pays dans son ensemble, ces données fournissent des indicateurs fiables de la disponibilité des infrastructures et des services pour chaque pays.

Hormis la couverture en réseau GSM et la présence de forages ou puits forés, les enquêteurs d'Afrobarometer ont noté moins de présence de services et installation dans les zones minières que dans les zones non minières tels que le réseau électrique (31% contre 48%), le système d'adduction d'eau (14% contre 27%) et le système d'évacuation des eaux usées (10% contre 26%) (Figure 1).

En termes d'infrastructures, les préfectures minières sont moins nombreuses que les autres à être dotées d'école (82% contre 97%), de centre de santé (56% contre 64%), de moyen de transport payant (50% contre 59%) et de marché (31% contre 41%) (Figure 2).

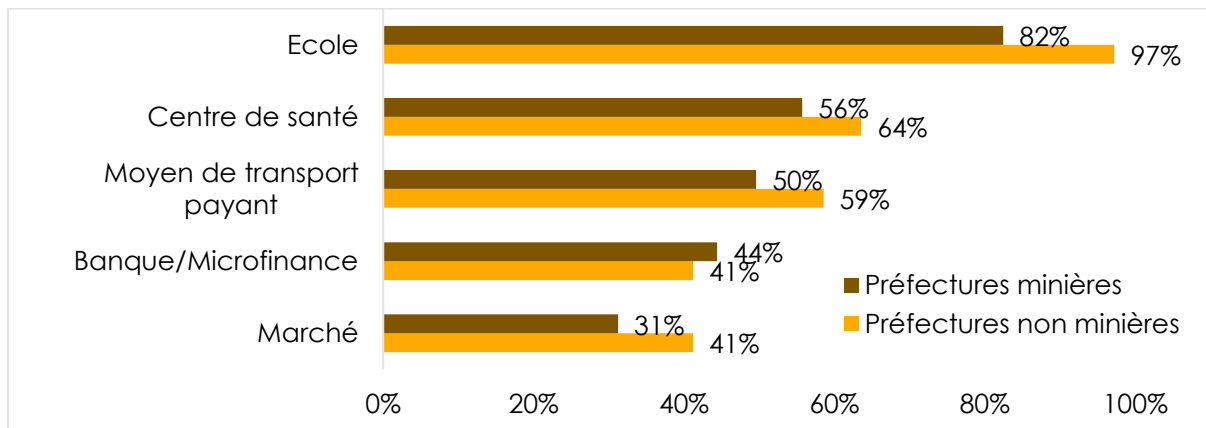
Par ailleurs, les policiers/gendarmes (8% contre 36%) et les militaires ou leurs véhicules (3% contre 19%) sont moins perçus dans les zones minières comparativement aux zones non minières (Figure 3).

Figure 1 : Disponibilité des services publics dans la zone | par préfectures minières vs. préfectures non minières | Guinée | 2024



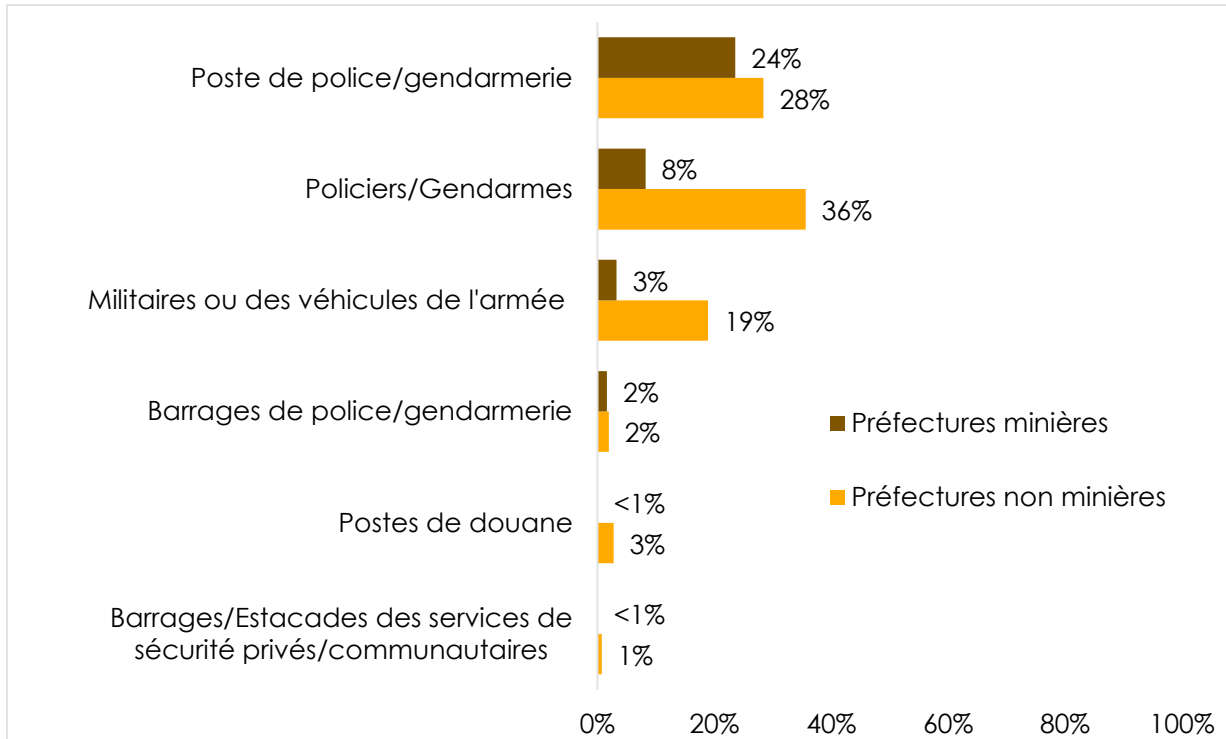
Questions posées aux enquêteurs : Les services suivants sont-ils disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement ? (% qui disent « oui »)

Figure 2 : Disponibilité des infrastructures dans la zone | par préfectures minières vs. préfectures non minières | Guinée | 2024



Questions posées aux enquêteurs : Les infrastructures suivantes sont-elles disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement ou à distance de marche de celle-ci ? (% qui disent « oui »)

Figure 3 : Présence de services de sécurité dans la zone | par préfectures minières vs. préfectures non minières | Guinée | 2024



Questions posées aux enquêteurs :

Les infrastructures suivantes sont-elles disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement ou à distance de marche de celle-ci : Poste de police/gendarmerie ?

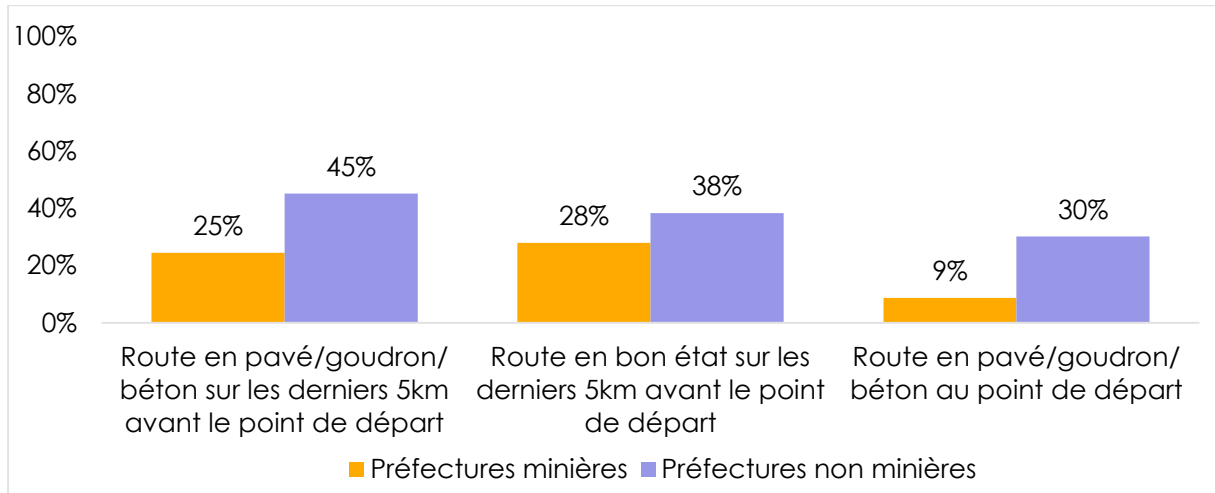
Avez-vous (ou l'un quelconque de vos collègues) aperçu dans cette ZD : Des policiers/gendarmes ou des véhicules de police/gendarmerie ? Des militaires ou des véhicules de l'armée ? Des postes de douane ? Des barrages de police/gendarmerie ou de l'armée ? Des barrages ou estacades mis en place par des services de sécurité privés ou par la communauté locale ?

(% qui disent « oui »)

Quant à la qualité des routes, les préfectures minières disposent moins de routes goudronnées/pavées/bétonnées (25% contre 45%) et de routes en bon état (28% contre 38%) que les préfectures non minières (Figure 4). En plus, moins de routes sont en pavé/goudron/béton au point de départ dans les ZD appartenant aux préfectures minières que dans les zones non extractives (9% contre 30%).

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Figure 4 : Etat des routes dans la zone | par préfectures minières vs. préfectures non minières | Guinée | 2024



Questions posées aux enquêteurs :

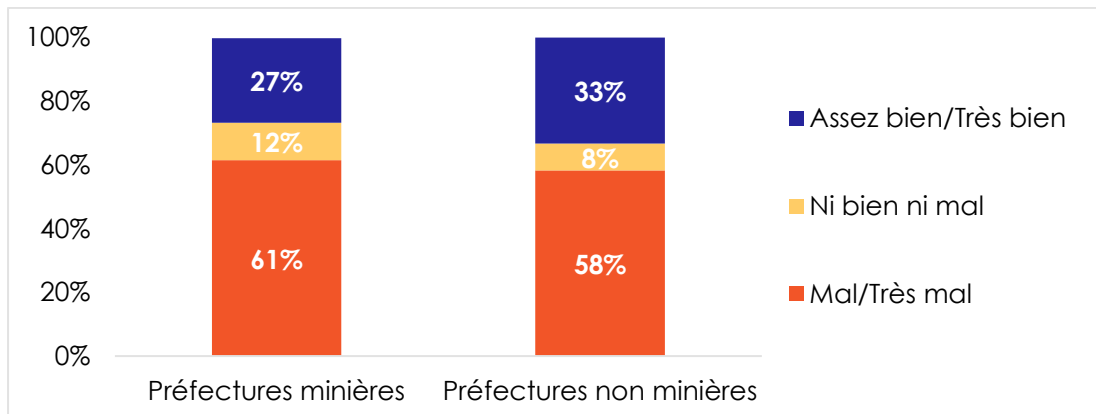
- Au point de départ de la ZD, la route était-elle ... ?
- Quel était le matériau le plus courant sur les cinq derniers kilomètres avant le point de départ de la ZD ?
- Quel était l'état de la route sur les cinq derniers kilomètres avant le point de départ de la ZD ?
- La route était-elle en excellent ou bon état et facile à emprunter, ou était-ce en mauvais ou très mauvais état, c'est-à-dire, difficile à emprunter en raison de nids de poule, de flaques d'eau ou autres difficultés, ou était-ce infranchissable à un niveau quelconque (par exemple, en raison d'un pont effondré, d'un arbre tombé, d'une inondation, etc.) ?

Conditions de vie et pauvreté vécue

Les populations riveraines des zones minières sont moins nombreuses que leurs homologues ne vivant pas dans les zones minières à décrire leurs conditions comme étant « bonnes » ou « très bonnes » (27% contre 33%) (Figure 5).

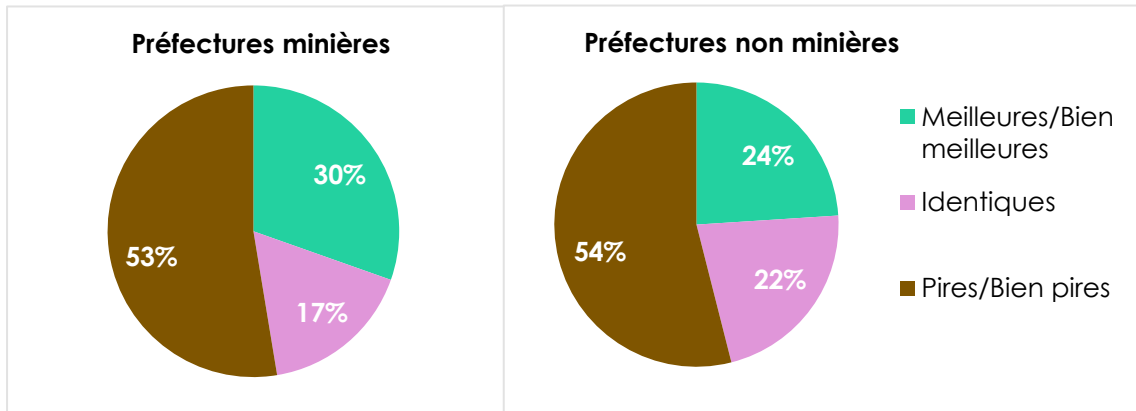
Toutefois, les résidents des zones minières (30%) dépassent de 6 points de pourcentage ceux qui ne vivent pas en zone minière (24%) à qualifier de « meilleures » ou « bien meilleures » leurs conditions de vie actuelles comparées à celles d'il y a 12 mois (Figure 6).

Figure 5 : Conditions de vie | par préfectures minières vs. préfectures non minières | Guinée | 2024



Question posée aux répondants : De manière générale, comment décririez-vous vos propres conditions de vie actuelles ?

Figure 6 : Conditions de vie comparées à il y a 12 mois | par préfectures minières vs. préfectures non minières | Guinée | 2024

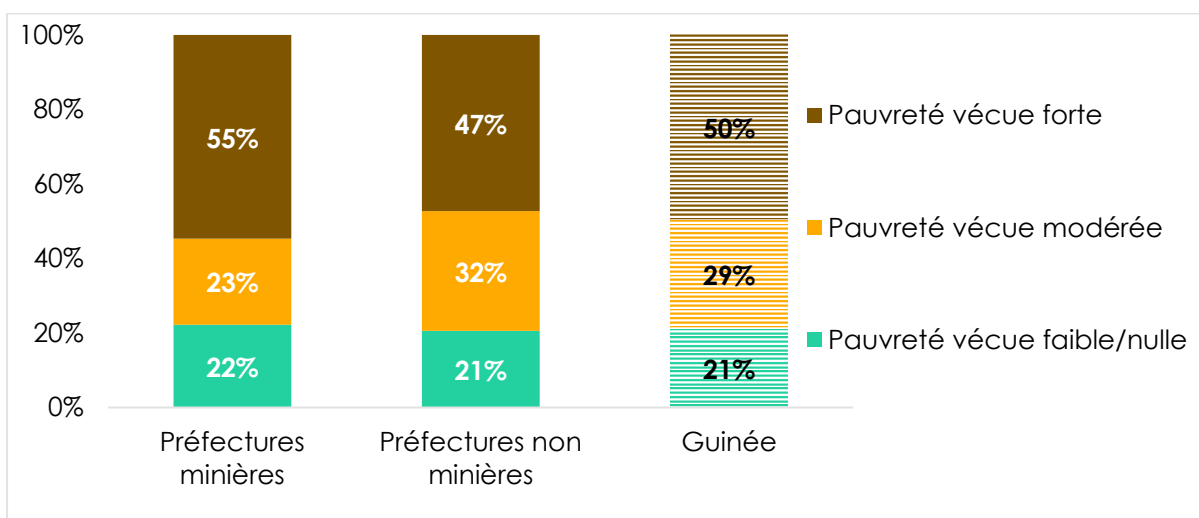


Question posée aux répondants : *Considérant le passé, comment évaluez-vous vos conditions de vie comparées à il y a 12 mois ?*

Selon l'Indice de Pauvreté Vécue d'Afrobarometer, calculée à partir de la fréquence à laquelle les gens ont eu une pénurie des besoins de première nécessité, presque huit Guinéens sur 10 vivent une pauvreté modérée (29%) ou forte (50%) (Figure 7). La pauvreté sévère touche plus les habitants des zones minières que ceux des zones non minières (55% contre 47%).

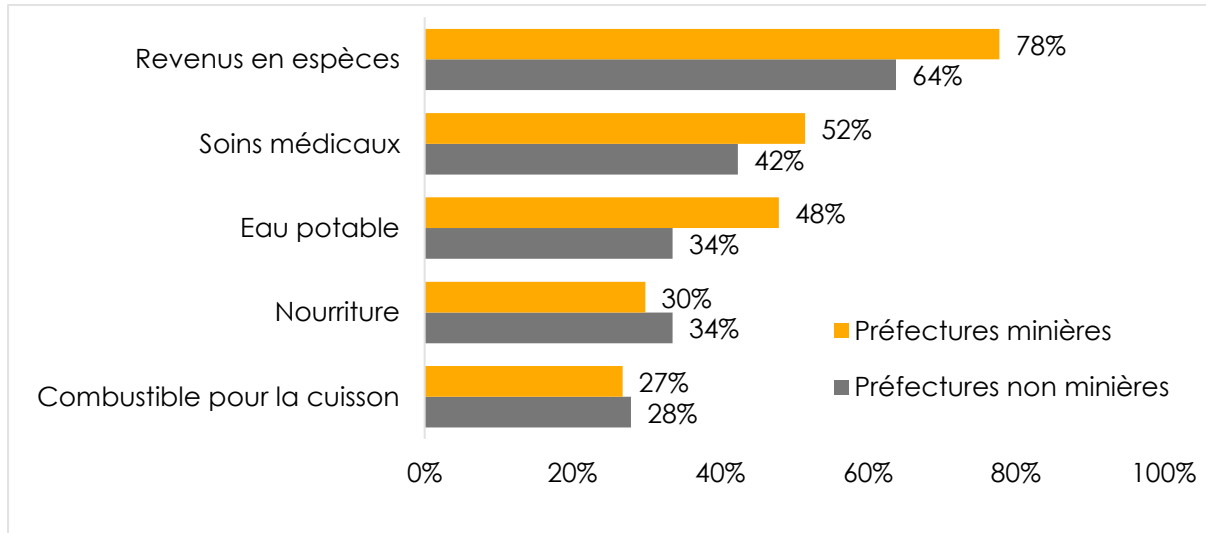
Cette expérience de pauvreté étant le résultat des situations de manque de besoins de première nécessité, les riverains des zones minières sont plus nombreux à se plaindre sur trois sur cinq des besoins. Plus que leurs homologues vivant hors zone minière, les Guinéens vivants dans les zones minières ont « plusieurs fois » ou « toujours » manqué de revenus en espèces (78% contre 64%), de médicaments ou de soins médicaux (52% contre 42%) et d'eau potable (48% contre 34%) au cours des 12 derniers mois (Figure 8).

Figure 7 : Niveau de pauvreté vécue | par préfectures minières vs. préfectures non minières | Guinée | 2024



Questions posées aux répondants : *Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous ou un membre de votre famille avez dû faire face aux situations suivantes : Manque de nourriture suffisante pour manger à sa faim ? Manque d'eau potable pour les besoins domestiques ? Manque de médicaments ou de soins médicaux ? Manque de combustible pour la cuisson des repas ? Manque de revenus en espèces ?*

Figure 8 : Manque de besoins de première nécessité « plusieurs fois » ou « toujours »
 | par préfectures minières vs. préfectures non minières | Guinée | 2024



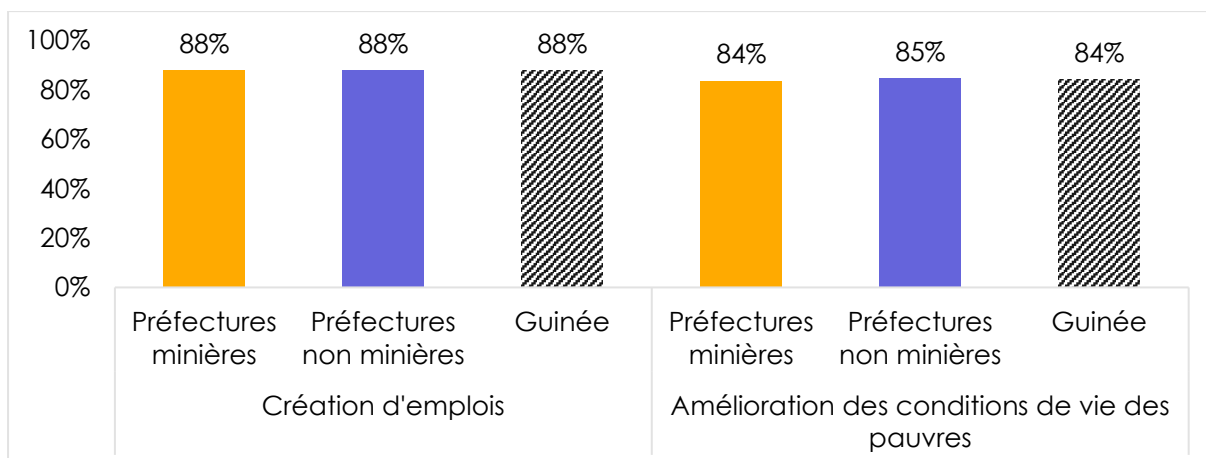
Questions posées aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous ou un membre de votre famille avez dû faire face aux situations suivantes : Manque de nourriture suffisante pour manger à sa faim ? Manque d'eau potable pour les besoins domestiques ? Manque de médicaments ou de soins médicaux ? Manque de combustible pour la cuisson des repas ? Manque de revenus en espèces ? (% qui disent « plusieurs fois » ou « toujours »)

Performances économiques du gouvernement

La grande majorité des Guinéens se disent insatisfaits des performances de leur gouvernement en matière de création d'emplois (88%) et d'amélioration des conditions de vie des pauvres (84%) (Figure 9).

Ces performances sont largement décriées non seulement dans les préfectures minières mais aussi dans les préfectures non minières.

Figure 9 : Mauvaise performance du gouvernement dans la création d'emplois et l'amélioration des conditions de vie des pauvres
 | par préfectures minières vs. préfectures non minières | Guinée | 2024



Questions posées aux répondants : Qualifiez la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui disent « plutôt mal » ou « très mal »)

Conclusion

Malgré le potentiel minier dont dispose la Guinée et les efforts du gouvernement dans la redistribution des profits de ces mines, les populations continuent de vivre une pauvreté persistante. Les Guinéens des zones minières ont plus vécu de pénuries de revenus en espèces, de soins médicaux et d'eau potable que les autres Guinéens. Ces préfectures souffrent d'un sous-développement marqué, avec un accès limité à l'électricité, à l'eau potable, aux infrastructures éducatives et sanitaires, ainsi qu'à des routes adéquates, ce qui aggrave les défis économiques et sociaux pour les populations riveraines.

Cette situation pourrait s'expliquer en partie par le fait que les activités extractives causent des dommages environnementaux, affectent la santé et les conditions de vie des populations riveraines de même que leurs activités économiques. En outre, les retombées de ces activités ne profitent pas toujours directement aux communautés riveraines. Les revenus sont souvent centralisés à l'échelle nationale et inéquitablement redistribués, ce qui empêche le développement d'infrastructures et de services essentiels. Aussi, les entreprises minières ne respectent pas toujours leurs obligations d'investir dans le développement local en construisant et réhabilitant les infrastructures essentielles. Ce qui souligne des lacunes dans le mécanisme de suivi et de régulation du secteur.

Ces résultats mettent en lumière des disparités qui reflètent un problème structurel dans la redistribution des ressources et la prise en compte des besoins locaux. Ils soulignent l'urgence de réformes dans la gestion des activités extractives, la gouvernance locale et le développement. Pour améliorer la situation, il serait essentiel de renforcer les mécanismes de contrôle, d'exiger plus de transparence de la part des entreprises minières et de garantir une participation active des communautés dans les prises de décisions.

Référence

Chuhan-Pole, P., Dabalen, A., & Land, B. C. (2017). Mining in Africa: Are local communities better off? Africa Development Forum. World Bank Group.

Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives. (2023). Rapport assoupli ITIE 2021.

Legisement.info. (2022). Présentation sectorielle du secteur des mines en Guinée.

Programme des Nations Unies pour le Développement. (2024). Rapport de développement humain 2023-2024.

République de Guinée. (2011). Code minier amendé.

République de Guinée. (2017). Décret portant modalités de constitution de gestion du fonds de développement économique local « FODEL ».

Mohamed Sylla est responsable communication de Stat View International, le partenaire national d'Afrobarometer en Guinée. Email : msylla2013@gmail.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University, l'University of Cape Town et l'University of Malawi apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, l'Agence Norvégienne de Coopération pour le Développement via le projet Think Africa de la Banque Mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations - Africa, de Luminare, de la Fondation Ford, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, du Groupe de la Banque Mondiale, du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de l'Ambassade de Suède au Zimbabwe et de la GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Pour faire un don en ligne, veuillez suivre ce [lien](#) ou ce [lien](#). Pour discuter du financement institutionnel, contactez Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org).

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 927 d'Afrobarometer | 23 décembre 2024